



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

République Française Département de la Haute-Garonne Arrondissement de MURET

L'an deux mille vingt-deux, le jeudi quinze septembre, le Conseil Municipal de la commune de NOË dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur le Maire, Max CAZARRÉ.

Nombre de membres en exercice	Présents	Absents ayant donné pouvoir	Absents	Date de la convocation
22	14	4	4	09/09/2022

DELIBERATION N°63-2022

**OBJET : CONVENTION AVEC LE SDEHG POUR UNE EXTENSION DE L'ECLAIRAGE PUBLIC
AU HAMEAU DES AGNETS ET CHEMIN DE LA MALADRERIE**

Présents :

Mesdames Estelle GENDRE, Nadia LEMAISTRE, Brigitte RADENAC-CHATEIGNON Sandrine RIAN, Nathalie ROSSIGNOL,
Messieurs Stéphane BAROUSSE, Ludovic BIZERAY, Max CAZARRÉ, Michel DUMAS, Bernard DURIEZ, Philippe FERRAT, Cyril LALANNE, René LORMIÈRES, Alain MAREK,

Procurations :

Mme Sophie MARCILLY à Mme Nathalie ROSSIGNOL
Mme Bérengère BOMBAL à Mme Nadia LEMAISTRE
M. Michel POUYSEGUR à Mme Sandrine RIAN
Mme Karine VILHES à M. Max CAZARRE

Absents excusés :

Mesdames Nathalie DUJOUR, Nadia TOUROUGUI, Marie-José VALETTE,
M. Laurent TOULON,

Secrétaire de Séance : M. Alain MAREK

Le Maire informe le Conseil Municipal que suite à la demande de la commune du 7 mai dernier concernant une extension de l'éclairage public au hameau des Agnets et chemin de la Maladrerie (7 BU 463), le SDEHG a réalisé l'étude de l'opération suivante :

Hameau des Agnets :

- Fourniture et pose de 3 appareils d'éclairage public de type routier équipés d'une source de 36 watts LED, à fixer sur une crosse de 1 m, RAL 6009, sur les supports bétons implantés dans l'affaire 7 AS 260/261.
- Remplacement du point lumineux n°543 vétuste par un appareil d'éclairage public de type routier équipé d'une source 36 watts LED

La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours auprès du tribunal Administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la transmission au représentant de l'Etat et de sa publication ou de sa notification

Chemin de la Maladrerie :

- Fourniture et pose de 3 appareils d'éclairage public de type routier équipés d'une source de 36 watts LED, à fixer sur une crosse de 0.5 m, RAL 6009, sur les supports bétons existants.
- Déroulage d'un câble d'éclairage 2x16 mm² sur une longueur de 90 mètres

NOTA :

Les appareils seront équipés d'un driver bi-puissance permettant une réduction de puissance d'au moins 50% au cœur de la nuit, tout en gardant un niveau d'éclairement suffisant.

Sauf zone à configuration particulière (accès PMR, piétonniers ..) ou demande du maire, les projets d'éclairage relèvent de la classe énergétique A+, la plus économe au regard du schéma de l'ADEME.

Les luminaires seront certifiés en catégorie 1 au regard des certificats d'économie d'énergie en éclairage public (la catégorie 1 comprend les luminaires disposant d'une attestation du constructeur mentionnant une efficacité lumineuse = 90 lumens par watt et ULOR = 1% ou pour les luminaires à LED, ULR = 3%)

Compte tenu des règlements applicables au SDEHG, la part restant à la charge de la commune se calculerait comme suit :

TVA (récupérée par le SDEHG)	1 283 €
Part SDEHG	3 258 €
Part restant à la charge de la commune (ESTIMATION)	3 623 €
Total	8 164 €

Avant de planifier les travaux correspondants, le SDEHG demande à la commune de s'engager sur sa participation financière.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide :

- **D'APPROUVER** le projet présenté par le SDEHG,
- **DE COUVRIR** la part restant à la charge de la commune sur ses fonds propres imputée à l'article 6554 de la section de fonctionnement du budget communal,
- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document afférent à ce dossier

Exprimés : 18	Pour : 18	Contre : 0	Abstention : 0
---------------	-----------	------------	----------------

Fait et délibéré en mairie les jour, mois et an que dessus,
Au registre sont les signatures,

Fait à NOÉ, le 21 septembre 2022

Max CAZARRÉ, Maire




La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours auprès du tribunal Administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la transmission au représentant de l'Etat et de sa publication ou de sa notification